

Spencer, Robert, (Ed.), *Canada and the Conference on Security and Co-operation in Europe*. Toronto, Centre for International Studies, University of Toronto, 1984, 458 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 17, numéro 4, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702112ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702112ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1986). Compte rendu de [Spencer, Robert, (Ed.), *Canada and the Conference on Security and Co-operation in Europe*. Toronto, Centre for International Studies, University of Toronto, 1984, 458 p.] *Études internationales*, 17(4), 916–918. <https://doi.org/10.7202/702112ar>

fin, après Pearson, après Joe Clark, après bien d'autres, que la Palestine, en 1947, était arabe!

Jean-Roch PERRON

Département d'histoire  
Université Laval, Québec

GWYN, Richard. *The 49<sup>th</sup> Paradox: Canada in North America*. Toronto: McClelland and Stewart, 1985, 362 p.

Cet ouvrage a deux mérites. Le premier tient au style. Le dynamisme du style de l'auteur nous change donc des savantes élucubrations des professeurs sur les relations canado-américaines. Le second mérite: la portée et l'étendue de l'ouvrage. Tout y passe, de l'économie à la culture, de la culture aux idées politiques, des idées politiques au Québec, le tout enrobé de remarques historiques fort pertinentes, surtout la première partie qui traite des différences politiques entre le Canada et les États-Unis et de l'influence qu'a constituée l'apport de l'immigration loyaliste à la culture politique canadienne.

Le thème dominant de l'ouvrage: le nationalisme canadien. Gwyn rappelle à raison que c'est à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale qu'est née la révolution industrielle au Canada. Peu après, l'identité canadienne s'est faite lentement, parallèlement à la naissance du Welfare State qui distingue si bien le Canada des États-Unis. Le livre pullule d'exemples qui démontrent combien plus égalitaire que l'américaine est la société canadienne.

Dans la même veine, l'auteur établit des parallèles saisissants entre les cultures des deux partis politiques. Dans son sens moderne, selon Gwyn, le libéralisme signifie l'interposition de l'État entre le citoyen et les forces du libre-marché. Les politiques des Libéraux sont fondées sur l'« équité » et le « *fairness* », celles des Conservateurs sur la « liberté » (*freedom*) et l'« efficacité ». Dans cette perspective, toujours selon Gwyn, John Turner est plus conservateur que libéral, et Mulroney plus libéral que conservateur.

En ce qui a trait au libre-échange, l'auteur s'emploie à retracer les parallèles historiques entre le passé et le présent, depuis l'annulation du Traité de Réciprocité par les États-Unis en 1866 et la conclusion de l'accord de Réciprocité de 1911, en passant par toutes les formes du nationalisme économique canadien jusqu'à la situation actuelle. Selon l'auteur, les Canadiens ont toujours dit « oui » et « non » à tous les accords passés avec les États-Unis depuis 200 ans. Étant donné l'importance de la question du libre-échange pour l'avenir du Canada, l'auteur suggère que cette question soit soumise à un *referendum* national. Ainsi, les Canadiens auraient l'occasion d'écrire leur propre histoire et de vivre avec une décision qu'ils auront librement choisie...

On ne peut être journaliste au *Toronto Star* sans être en même temps un bon nationaliste. L'auteur se déclare un nationaliste international. Pour lui, les dés sont jetés. L'empire que le Canada doit encore découvrir est au sud. Tout son livre démontre pourtant qu'à l'obsession américaine qui le ronge et qui le hante, le Canada ne peut répondre que par une tentative de multilatéraliser au maximum ses relations avec l'étranger. Cette dimension est étrangement absente des propos de l'auteur. On nous répondra évidemment que tel n'était pas son propos! C'est bien dommage, car l'analyse reste de la sorte très ethnocentriste...

Albert LEGAULT

Département de science politique  
Université Laval, Québec

SPENCER, Robert, (ed.), *Canada and the Conference on Security and Co-operation in Europe*. Toronto, Centre for International Studies, University of Toronto, 1984, 458 p.

Il est pris pour acquis aujourd'hui, tant par le public que par les universitaires canadiens que le Canada a un rôle à jouer sur la scène diplomatique et en fait qu'il en joue un. Or les études sur la politique étrangère canadienne, en particulier des trois dernières dé-

cernies, éprouvent une certaine difficulté à soutenir cette thèse lorsqu'il s'agit de tirer d'autres exemples que celui de Lester Pearson aux Nations Unies en 1956. Cet ouvrage collectif d'universitaires canadiens sur le Canada et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) est non seulement une contribution majeure à une littérature grandissante en politique étrangère canadienne mais permet aussi de soutenir l'affirmation sur l'activité diplomatique de nos représentants à l'étranger.

L'ouvrage est divisé en trois parties et couvre la période 1965-1983, c'est-à-dire des origines de l'idée d'une conférence à la conclusion de la rencontre de Madrid, deuxième rencontre de son genre qui allait faire le bilan sur les acquis depuis la signature de l'Acte final à Helsinki en 1975. Dans la première partie, Bennett Kovrig de l'Université de Toronto fait un excellent tour d'horizon de la question de la sécurité européenne dans les relations Est-Ouest depuis la fin de la guerre. Entre la guerre froide et une politique de détente qui offre des avantages aux deux côtés, Kovrig termine sa présentation en constatant que « les puissances occidentales étaient arrivées à la conclusion qu'il était généralement acceptable de payer le prix symbolique d'une confirmation prolongée du statu quo européen pour [obtenir] la stabilité et les occasions pacifiques d'une détente prolongée » (p. 17).

Le thème de la détente est en fait en arrière-plan dans toutes les présentations. On le retrouve particulièrement dans l'essai méticuleusement recherché aux archives du ministère des Affaires extérieures du Canada de Robert Spencer, aussi de l'Université de Toronto, sur le rôle du Canada dans les origines de la conférence ainsi que dans l'essai suivant, toujours du même auteur, sur le rôle du Canada dans la conférence préparatoire en 1973. La tâche d'analyser la politique canadienne lors des pourparlers à Genève qui menèrent à la signature de l'Acte final revient à Peyton Lyon, assisté de Geoffrey Nimmon, tous deux de l'Université Carleton. C'est une analyse superbe qui met en relief non seulement la position précaire du Canada (« les Canadiens

étaient toujours conscients du fait qu'ils étaient des invités à la CSCE... », p. 115) mais aussi de la finesse et de la subtilité de la diplomatie canadienne, diplomatie délibérément subordonnée à des objectifs plus vastes. Un succès est néanmoins imputé aux Canadiens, notamment au capitaine de vaisseau John Toogood, à savoir la « matrice canadienne », formule qui allait permettre l'inclusion des mesures de confiance de nature essentiellement militaires dans l'Acte final. Il est intéressant de noter, par contre, que Lyon conclut que le Canada « joua le rôle d'un militant de l'OTAN plutôt que celui de modérateur ou de médiateur qui était devenu sa spécialisation d'après-guerre (p. 130). Cette conclusion fera vraisemblablement l'objet de moult débats à l'avenir. Cette première partie se termine avec l'analyse judicieuse effectuée par Kal Holsti de l'Université de la Colombie-Britannique sur le processus de négociations qui conduisit à l'Acte final.

Dans la presse internationale, ce qui a retenu l'attention lors des négociations et surtout après la signature de l'Acte final, ce sont les « paniers », c'est-à-dire les divers aspects des activités inter-étatiques, que la détente devait accentuer, voir accélérer. Walter Tarnopolsky, juge à la Cour d'appel de l'Ontario, offre une analyse de droit international sur la question des principes qui régissent les relations entre États, notamment les droits de l'Homme et la non-intervention dans les affaires internes d'un pays. Aurel Braun de l'Université de Toronto se penche sur la question des mesures de confiance, de la sécurité et du désarmement. Pour sa part, Zbigniew Fallensbuchl de l'Université de Windsor étudie les questions économiques alors que Jeanne Laux de l'Université d'Ottawa examine le problème des contacts humains, de l'information, de la culture et de l'éducation. Tous les essais dans cette partie débordent le cadre spécifique du Canada et constituent en fait d'excellentes analyses des divers aspects de la CSCE.

La troisième partie est composée de deux essais de Gordon Skilling, professeur émérite à l'Université de Toronto, sur les rencontres de Belgrade et de Madrid. Skilling ne fait pas seulement un résumé du déroulement de ces

rencontres, mais analyse leur processus, les problèmes, les acteurs et les résultats.

Cet ouvrage n'a pas de conclusion marquante, sinon celle de transmettre l'idée que le processus diplomatique entre l'Est et l'Ouest est essentiel, même si le bloc soviétique refuse régulièrement de respecter les engagements qu'il a pris à Helsinki. Le rôle qu'a joué le Canada, tel qu'il est présenté dans cet ouvrage, souligne le fait que le conflit Est-Ouest n'est pas l'apanage unique des super-grands et que tous les États y sont impliqués et peuvent contribuer à son atténuation.

Cet ouvrage, complété de documents en annexe sur la CSCE mérite d'être porté à l'attention non seulement des spécialistes en politique étrangère canadienne mais de tous ceux qui s'intéressent à la période contemporaine et aux relations internationales.

Stanislav KIRSCHBAUM

Département de science politique  
Université York, Collège Glendon, Toronto

TARAS, David (eds). *Parliament and Canadian foreign policy*, Toronto, Canadian Institute of International Affairs, 1985, 121 p.

L'intérêt pour l'analyse des déterminants endogènes de la politique étrangère canadienne ne cesse de prendre de l'ampleur parmi les chercheurs qui oeuvrent au niveau de ce champ d'étude. Les cinq textes présentés dans ce récent ouvrage, publié sous la direction de David Taras, ajoutent une pierre de plus à un édifice académique qui fut malheureusement négligé par le passé.

« *Parliament and Canadian foreign policy* » résulte d'une conférence qui eut lieu à Ottawa au cours de l'été 1984, sous l'égide du Canadian Institute of International Affairs. Cette conférence s'inscrivait au sein d'une série de rencontres portant sur le thème général des sources internes de la politique étrangère canadienne.

Dès le premier paragraphe de la préface, Taras prévient ses lecteurs que l'une des inten-

tions qui animent les auteurs de cet ouvrage, est la volonté de rompre avec la tradition académique solidement établie, selon laquelle le rôle du Parlement canadien serait non significatif dans l'élaboration des politiques étrangères de ce pays. Le défi s'avère de taille puisqu'il y a un quasi-consensus sur cette question, depuis la publication de l'ouvrage pionnier de James Eayrs, « *The Art of the Possible* », en 1961. Malgré cette déclaration d'intention, on constate à la lecture des cinq chapitres qui composent ce bouquin, que Taras et ses collègues ne parviennent qu'à fonder empiriquement ce que les observations et l'intuition de plusieurs chercheurs avant eux avaient permis de suggérer.

Ce que l'on cherche à découvrir par le biais des analyses présentées ici, c'est, s'il s'avère possible pour les députés et les sénateurs d'exercer une influence formelle sur les membres du gouvernement, en ce qui a trait à l'élaboration des politiques étrangères. Les analyses sont axées sur l'instance institutionnelle que constituent les divers comités sénatoriaux et ceux de la Chambre des communes.

À partir du constat selon lequel les ramifications entre la politique étrangère et la politique interne canadienne se sont multipliées considérablement depuis une vingtaine d'années et qu'un intérêt accru pour ces questions semble animer la population de ce pays, Taras tente, dans le chapitre premier, de saisir l'évolution du niveau d'intérêt manifesté par les députés et les sénateurs fédéraux à l'égard des affaires étrangères. Il croit déceler un changement d'attitude notable de ceux-ci, allant dans le sens d'un accroissement de leur intérêt pour ce domaine d'activité politique d'une part et d'une volonté accrue d'influencer les prises de décision d'autre part. Cependant, il en vient à admettre en conclusion à ce chapitre que la relation caractéristique de subordination du parlement par rapport au Cabinet n'a pas été altérée de façon significative depuis le début des années 1960. Il conclut donc que les parlementaires canadiens n'ont pu exercer une véritable influence que d'en d'exceptionnelles occasions jusqu'à maintenant.

Dans le second chapitre, on tente d'évaluer le rôle et l'influence du Comité perma-